

ANTIRESSE

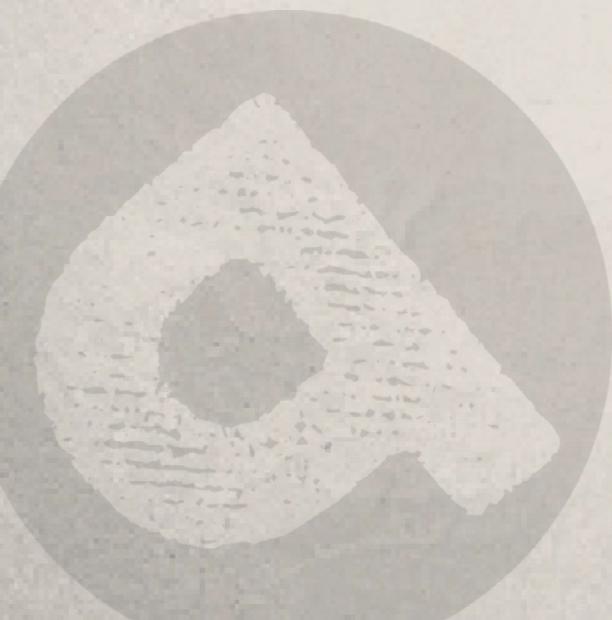
Observe • Analyse • Intervient

Occident contre Europe?

Ouvrir le feu?

Suisse muette?

Enlèvement russe?



N° 363 | 13.11.2022



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Un irrépressible besoin de domination

POURQUOI LES ÉLITES OCCIDENTALES SE SONT-ELLES MISES EN MODE «APOCALYPSE» DEPUIS PLUS D'UN DEMI-SIÈCLE? CETTE ÉNIGME, J'AI ESSAYÉ D'Y APPORTER UNE RÉPONSE EN DÉTERRANT DES SOUVENIRS DU TEMPS DU CHOC PÉTROLIER. LA TRAJECTOIRE HÂTIVEMENT ESQUISSEÉ DANS CET ARTICLE NÉCESSITE QUELQUES EXPLICATIONS.

La mémoire est une maîtresse volage. Deux lecteurs attentifs m'ont signalé que les douze dimanches sans voitures en Suisse dont je parlais la semaine dernière ne figuraient que dans l'initiative populaire rejetée en 1978. En réalité, la Suisse n'a connu que *trois* dimanches tout-pédestres durant l'hiver qui a suivi le choc pétrolier de 1973.

Les parties de luge en liberté dans les rues de mon village alpin n'auront donc été que de très courte durée, même si dans ma mémoire

d'enfant elles occupaient toute une saison.

Cela étant, bien d'autres points de cet article — «L'hiver de Davos», AP362 — ont suscité questions et réactions. J'essaie d'y répondre ici, subjectivement, mais honnêtement.

**PEUT-ON SOUHAITER
L'EFFONDREMENT DE SA
PROPRE SOCIÉTÉ?**

Nos deux derniers siècles d'histoire sont essentiellement une histoire révolutionnaire. Or

qu'est-ce que la révolution, sinon la volonté de renverser un ordre existant pour faire «table rase» et reconstruire la société à partir de zéro? On imagine par réflexe que les projets de révolution viennent «d'en bas», des laissés pour compte, des *desperados* et de ceux qui n'ont rien à perdre. Or la réalité est un peu différente. Les révolutions sont le fait de classes montantes et aisées, de ceux qui ont déjà beaucoup et qui sentent qu'ils pourraient avoir tout. Et ce *tout* qui leur manque, c'est le *pouvoir*, avec sa pompe et son appareil⁽¹⁾. Les élites industrielles et financières du capitalisme avaient déjà un pouvoir immense, mais officieux. En s'acquaintant avec les organes exécutifs des gouvernements — essentiellement la haute administration et le renseignement —, elles ont formé ce qu'on appelle désormais couramment l'*État profond*, largement synonyme de la *suprasociété occidentale* telle que la définit Zinoviev. Avec des institutions comme le WEF de Davos, cet État profond s'efforce depuis un bon demi-siècle de renverser la relation qu'il entretient avec les pouvoirs publics. Ce n'est plus la politique qui invite le business, c'est le business qui invite la politique, lui suspend un badge au cou et lui donne des instructions. Enfin, des *séminaires*...

PEUT-ON DÉTOURNER LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES?

Les bureaucraties supranationales comme l'ONU, l'UNESCO, etc. sont un canal privilégié d'influence de l'État profond. Elles échappent

aux outils de contrôle démocratique qui limitent l'action des gouvernements. Elles se structurent en interne selon des processus opaques. Les États membres préfèrent laisser faire ces engrenages complexes que d'essayer de les juguler, et de plus ils s'en servent. Ces institutions offrent entre autres un sas d'évacuation pour leurs propres apparatchiks, incompetents, corrompus, stupides ou simplement encombrants, dont il est impossible de se débarrasser à l'échelle nationale sans susciter de remous. (On se souviendra à ce propos du soupir de soulagement qu'a poussé la magistrature suisse lorsque Carla del Ponte a été nommée procureure au TPI de La Haye.)

L'État profond anglo-saxon est chez lui dans ces institutions, soit de par son ingérence directe — comme le financement majoritaire de l'OMS par Bill Gates — soit indirectement via l'administration américaine. On rappellera ici que le siège de l'ONU à New York est construit sur un terrain «offert» en 1946 par John D. Rockefeller — or, comme l'on dit chez ces gens-là, «il n'y a pas de dîner gratuit», et encore moins de logement gratuit à Manhattan.

Que ce soit par des *think tanks* privés comme le Club de Rome ou via les conférences internationales, les relais de la suprasociété occidentale ont développé depuis un demi-siècle une «narration» catastrophiste et malthusienne sur l'avenir de l'humanité et de la Terre. Cette narration n'a pas pour but de sauver la planète, mais d'étendre *leur* pouvoir jusqu'à

l'officialisation complète. Dans le rapport du Club de Rome de 1991, Alexander King et Bertrand Schneider avouent que la dramatisation du réchauffement climatique n'était qu'une ruse facilitant le conditionnement des masses:

«L'ennemi commun de l'humanité est l'homme. En cherchant un nouvel ennemi pour nous unir, nous avons eu l'idée que la pollution, la menace du réchauffement de la planète, les pénuries d'eau, la famine, etc. feraient l'affaire. Tous ces dangers sont causés par l'intervention humaine, et ce n'est qu'en changeant d'attitude et de comportement qu'on peut les surmonter. Le véritable ennemi est donc l'humanité elle-même.»

De qui «l'humanité elle-même» peut-elle être l'ennemie, sinon de quelqu'un ou quelque chose qui se situe hors d'elle? De fait, ces «élites» construisent depuis des décennies un mur entre elles et la masse humaine à laquelle elles se sentent étrangères et qu'elles verraient bien réduite à une portion gérable. D'où l'obsession du «planning familial» et de l'incapacitation des nouvelles générations par *l'enseignement de l'ignorance*, et d'autre part de la robotisation et de la numérisation. «Davos» se situe au carrefour de toutes ces théories hypocondriaques, fascistoïdes et exorbitées qu'on a réussi à normaliser à grands coups de cravates sobres, de titres universitaires, de rétroprojecteurs et de limousines allemandes. C'est ce que nous avons appelé ailleurs le

«Schwabisme convergent», avec sa théorie de la «Quatrième révolution industrielle» et du «Great Reset» impliquant la fusion de nos identités biologique et numérique aux fins d'un contrôle absolu et définitif du cheptel.

COMMENT IMAGINER UNE CONSPIRATION D'UNE TELLE ENVERGURE?

Une conspiration sous-entend le secret, or tout se passe ici à ciel ouvert, il suffit de lire les documents. Quant au pouvoir du lobbying financier à la manière anglo-saxonne, on peut se référer au cas d'école: la purge du système médical américain. Après que Rockefeller eut massivement investi dans l'industrie des philtres & potions et créé le complexe médico-industriel appelé *Big Pharma*, l'AMA (association faïtière des médecins US) se chargea d'éliminer — y compris par la prison — tous les praticiens qui ne confondaient pas la technochimie avec l'avenir de la science médicale. Cela a tellement bien marché que la médecine «scientifique», dans son acception commune, ne se réduit désormais pratiquement qu'à ça. Cela n'avait rien à voir avec la science, encore moins avec la santé du peuple américain, comme on peut s'en apercevoir aujourd'hui, et c'est précisément raconté, entre autres, dans le livre de Thierry de Lestrade, *Le jeûne, une nouvelle thérapie?*. L'épisode du Covid-19 a vu l'extension de cette méthode à l'échelon planétaire, via l'OMS de Bill Gates et les

philtres douteux de chez Pfizer, la firme pharmaceutique qui a payé le plus d'amendes au monde pour ses escroqueries.

Le travail publicitaire, ou de relations publiques, est une composante essentielle d'une telle opération, d'où entre autres la pluie de subventions aux médias de la Fondation Bill & Melinda Gates. Nous l'avons mentionné ailleurs(2): cette publicité, tout comme la propagande politique, puise dans l'immense travail de recherche en psychologie sociale et comportementale accompli par les chercheurs américains au cours du XXe siècle. Je ne mentionnerai ici que l'expérience de Solomon Asch, démontrant que la vaste majorité des êtres humains abandonne ses évidences les plus solides sous la pression du conformisme social. Il suffit donc d'avoir les bons *influenceurs*, en nombre suffisant, aux bons endroits, et toute notion de vérité objective disparaît.

POURQUOI LA SUISSE?

C'est ici, dans la normalisation de cette absolue anormalité, que la Suisse raisonnable, «neutre» et bien élevée joue un rôle essentiel. Encore faut-il savoir de quelle Suisse l'on parle. Il y a celle, commerçante, laborieuse et satisfaite, qui ne voit que le prestige et le revenu de son service hôtelier. Et il y en a une autre qui participe activement, en tant que laboratoire à ciel ouvert, à l'expérience en cours.

Peu de gens le remarquent, mais «Davos» est devenu au fil du temps

la capitale de la Suisse. C'est si littéral qu'on ne le remarque même pas: lorsque le gouvernement suisse se met en devoir de justifier l'achat ruineux de nouveaux avions de combat, il évoque la nécessité de protéger le Forum privé de Davos et non le Palais fédéral de Berne.

En 2016, à l'occasion de l'inauguration du tunnel du Gothard, la Suisse-laboratoire a même organisé, devant un public trié sur le volet de 8000 personnes, une mise en scène symbolique et chorégraphiée du rituel dont il est question. Je l'ai traité sous la forme satirique et littéraire, d'autres ont décortiqué scène par scène le «message» de Bélial, de sa Femme écarlate et de ses boucs aux Helvètes médusés(3). Même si on laisse de côté le tralala satanique, les allusions à la réduction en esclavage des masses sont trop grosses pour ne pas être remarquées — sauf par les aveugles de fonction, bien entendu. Et pour explorer le détail administratif et financier de cette *dépossession* d'un peuple et de son pays (comme des autres, d'ailleurs), on lira avec profit les livres et le blog de Liliane Held-Khawam.

POURQUOI ÇA NE MARCHERA PAS?

J'écrivais dans l'article précédent que la crise d'hypocondrie panique des élites occidentales était due en grande partie à leur perte de contrôle des ressources énergétiques et autres matières premières — ou plutôt à la nécessité, manifestée par le choc pétrolier de 1973, de les partager avec d'autres acteurs. L'historien et

juriste Pierre Legendre avait relevé dans *Dominium Mundi: l'Empire du Management* que la responsabilité de «ménager» l'ensemble des terres connues était comprise comme une mission divine par les puissances coloniales — et stipulée comme telle, du reste, dans une bulle papale. Les deux guerres civiles de l'Occident, abusivement appelées «mondiales», ont mis à terre cette domination hégémonique, mais l'onde de choc a mis des décennies à se faire sentir.

Les prédictions environnemen-tales lugubres des années 1970 prélu-daient à une tentative de mise sous tutelle desdites ressources par des instances supranationales, *alias* le gouvernement mondial, *alias* l'hé-gémonie occidentale rhabillée. Un état d'urgence planétaire était néces-saire pour assurer la transition. On a commencé par prophétiser la pénurie, puis — celle-ci tardant à venir —, on a réorienté le projec-teur vers ce qui est en quelque sorte son contraire diamétral: les effets néfastes de la surconsommation. La crise globale du Covid était, selon Schwab lui-même, une «opportu-nité» pour accélérer la réinitialisa-tion, et la guerre en Ukraine, on le voit aujourd'hui, remplit la même fonction dans un plan de décrois-sance forcée, quoique plutôt à titre d'alibi.

Mais le processus de réinitialisa-tion s'étendant du Club de Rome à Greta Thunberg n'a pas été linéaire: il a connu deux accrocs majeurs. Le premier fut l'effondrement de l'URSS au début des années 1990 et

le bradage de ses richesses durant les années de la Perestroïka. Venus de nulle part, les futurs oligarques comme Khodorkovsky rachetaient des géants industriels pour une bouchée de pain et pour le compte d'investisseurs étrangers. Après le krach de 1987, l'économie occidentale est miraculeusement repartie. Les élites anglo-saxonnes, persuadées d'avoir résolu leur problème capital d'accès aux colossales ressources russes, ont mis sur «pause» leur scénario climato-apocalyptique. Celui-ci est reparti de plus belle lorsque l'insolent Poutine leur a raflé le pot de miel sous le nez et prétendu rebâtir un monde «multipolaire».

Le deuxième «cygne noir» fut l'élection impensable de Donald Trump en 2016, mettant un inat-tendu coup d'arrêt à la reprogram-mation psychophysique profonde des États-Unis et du monde initiée par les démocrates sous Obama et qui aurait dû se poursuivre sous Hillary. Soudain, tout était remis en question, de l'idéologie du genre aux théories climatiques, et le nouveau président, comme Poutine seize ans plus tôt en Russie, prônait un souve-rainisme réaliste et musclé et la réindustrialisation du pays. Trump éprouvait pour «Davos» un mépris absolu que «Davos» lui rendait bien. Il incarnait l'impérialisme américain à l'ancienne, industriel, politique et commercial, face au néo-impéria-lisme financier, informationnel et culturel des élites démocrates, aut-rement dit de l'hyperclasse technolo-gique globale. Si le *Russiagate*, qui a

empoisonné Trump durant toute sa présidence, s'est avéré un complot médiatique totalement affabulé, il n'en repose pas moins sur une intuition correcte: que les deux super-puissances, du point de vue de leurs destinées nationales, ont des intérêts convergents et incompatibles avec tout monopole mondialiste.

Ces quatre années de rétropédalage ont de fait refermé la fenêtre d'opportunité du «Reset» et obligé ses architectes à hâter le mouvement, de manière assez maladroite et somme toute désespérée — cependant que le BRICS commençait de tisser une autre histoire possible de l'avenir du monde. Le forum de Davos, qui n'attire plus personne aujourd'hui, sinon pour la fraîcheur du homard et la pureté de l'air alpin, a en réalité perdu sa raison d'être dès 2016, mais il sera le dernier à s'en rendre compte.

COMMENT CELA VA-T-IL FINIR?

Le repli actuel de «Davos» et de l'UE rappelle la spectaculaire reconversion stratégique de l'URSS dès 1924. Sous Lénine, la révolution bolchevique russe était comprise comme le coup d'envoi d'une révolution globale. Mais Staline, en réaliste pragmatique, avait compris que la poursuite de cette utopie risquait de faire capoter l'expérience en Russie même. En attendant le «réveil» du reste de l'humanité, on décréta donc le «socialisme dans un seul pays»:

«Pour ses partisans, le “socialisme dans un seul pays” se présentait comme la possibilité de réaliser le

socialisme sans révolution internationale, en développant une économie planifiée et autarcique sur le seul territoire de l'URSS.»
(Wikipedia)

Par sa ramification tentaculaire et «coronale», qu'il expose vaniteusement sur son site internet, «Davos» a établi un réseau d'influence dans tous les pays du monde, incarné par la galerie gommeuse de ses «young leaders». Mais, dans un nombre croissant de pays, cette nomenklatura transnationale est déclassée par d'autres factions, défendant d'autres intérêts. Concrètement, le pouvoir réel de «Davos» se concentre aujourd'hui sur les pays de la zone OTAN. L'idée absurde de réorganiser une très petite fraction du monde — l'Europe — selon des «urgences» environnementales et donc planétaires ne dérange pas plus les schwabistes qu'il ne rebuttait les staliniens de circonscrire la révolution mondiale aux frontières de l'URSS: il suffit de faire comme si «nous» étions le monde entier et de fermer toutes les fenêtres. D'où ce fébrile besoin de censure qui relie l'utopie occidentale à son précurseur soviétique.

L'idéologie est la logique d'une idée. Le réel n'a aucune incidence sur son développement. Au nom — entre autres — de la lutte contre le CO~2, on va donc détruire l'agriculture la plus efficiente au monde — les paysans néerlandais —, et l'industrie automobile la plus sensée — celle de l'Allemagne. Pour les remplacer par des chimères comme

les voitures électriques dont on n'a toujours pas précisé d'où viendrait le courant censé les faire rouler.

Ceux qui s'intéressent à cette forme particulière de folie trouveront peut-être de l'intérêt à lire l'analyse tortueuse de Tom Luongo sur les éventuels «commanditaires réels» du sabotage des gazoducs Nord Stream. Certes, il y a un coupable évident: les néocons américains qui avaient *publiquement promis* de désactiver cette structure et dont la haine pour les Russes n'a aucune limite. Mais justement, selon Luongo, c'est *trop* évident. Les néocons, dit-il, sont des chiens enragés, mais il y aurait derrière eux une volonté froide, maligne et calculée, tournée moins contre la Russie que contre l'Europe elle-même: la dystopie de «Davos» et son organe exécutif, l'UE. Avec leur approvisionnement gazier définitivement coupé, les Allemands et à leur suite les autres Européens n'ont plus le choix. De gré ou de force, ils vont devoir entrer dans ce paradis de la nouvelle normalité où «vous n'aurez rien et vous serez heureux».

Cela paraît dément. Mais la lecture des textes davosiens, en particulier de *Covid-19* de Schwab et Malleret, témoigne d'une démente plus profonde encore. Si l'on peut imaginer la «fusion de votre identité biologique et numérique» et prendre l'antihumain Yuval Harari comme gourou philosophique, pourquoi se gênerait-on de ramener l'Allemagne à l'âge des chevaux frisons? Et ne parlons pas de la transe écumante qui agite visiblement les principaux

satrapes de l'Union européenne. Au point que, selon Luongo, l'engagement des États-Unis eux-mêmes dans le conflit ukrainien reste en retrait par rapport à l'agressivité destructrice des Européens.

«Pas d'indignation sur la perte de NS1 et NS2. Pas de déclarations furieuses sur les attaques odieuses et lâches contre des infrastructures publiques répondant aux besoins de vrais Européens. Pas de jérémiades ni de discours alarmistes sur l'immense quantité de gaz à effet de serre rejetée dans l'atmosphère. On ne fait que vilipender la victime et approuver cet acte de terrorisme. Mais, je vous en prie, continuez à croire que l'Europe est la victime de l'agression américaine et non de la complicité de vos propres dirigeants.»

Il est vrai que, de la part d'un clergé écolo-diversitaire qui entend interdire les pets de vaches, envisager de faire venir par tankers suprapolluants et sous forme liquéfiée, par des voies extrêmement détournées, *ce même gaz russe* qui était jusqu'ici directement acheminé via gazoduc et sans dommages climatiques notables, témoigne soit d'un cynisme diabolique, soit d'une bêtise comme l'humanité civilisée n'en a encore jamais connue. Quoi qu'il en soit, le souci du climat, soudain, a *totalemment disparu de l'horizon...*

Les élites dirigeantes, le XXe siècle l'a montré, peuvent s'accommoder d'une société totalement mutilée pour autant que leur pouvoir reste intact. Le *Reset* davosien a autant de chances de «réussir» que l'expé-

rience bolchevique — dans la mesure où la «réussite» de ces expériences n'inclut pas le bien-être des cobayes, mais uniquement celui des expérimentateurs. Parler de satisfaction des masses à propos de «Davos» est aussi absurde que de s'inquiéter du confort des bêtes dans un laboratoire de vivisection. S'il fallait rattacher à un antécédent historique l'avenir que nous préparent les satrapes de l'UE, la Roumanie de Ceausescu fournirait un modèle intéressant. Nous y réfléchirons mieux lorsque le

chauffage des immeubles descendra sous les 15 degrés.

- Illustration: Le docteur Faust par Rembrandt, vers 1652.

NOTES

1. Histoire édifiante: le roi de la cocaïne Pablo Escobar, qui tenait déjà la Colombie, avait *malgré tout* désiré s'acquérir une respectabilité politique — et ce désir a contribué à sa perte.
2. Voir notamment: «Psychose, mode d'emploi (bases psychiques de la covidéologie)», AP264 | 20/12/2020.
3. Voir: «On ne trompe pas le Diable deux fois», AP029 | 19.6.2016.

Les amis de Kairos

NEWS



vous invitent à une conférence de
SLOBODAN DESPOT
écrivain, fondateur de l'Antipresse

Le mercredi
7 décembre à 19 heures
(fin prévue : 21 heures)

Kairos
JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE • POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

Interviewé par **Nicolas d'Asseiva**,
écrivain, auteur de *Pax Dystopia* et
présenté par **Jean-Marc Cuvelier**,
coordinateur des Amis de Kairos.

Adresse : B-Sport
Avenue de la Basilique 14
1082 Berchem-Sainte-Agathe (Bruxelles)



Participation :

15 euros, à verser sur notre numéro de compte des Amis de Kairos qui sera communiqué après inscription et qui confirmera l'inscription.

Date limite pour s'inscrire :
le dimanche 27 novembre.

Le bar sera ouvert à partir de 17 heures 30

Inscription obligatoire et informations
amisdekairos@kairospresse.be

LES AMIS DE
Kairos Soutenons
la presse libre



ENFUMAGES par Eric Werner

Ouvrir le feu

L'ANCIEN PRÉFET DE POLICE DE PARIS DIDIER LALLEMENT A TENU RÉCEMMENT DES PROPOS QUI RETIENNENT L'ATTENTION. IL A AINSI DIT QU'UNE PARTIE DE LA CLASSE MOYENNE ÉTAIT ENTRÉE «DANS LA VIOLENCE POLITIQUE ET LA RÉVOLTE». ET ENCORE: «LE JOUR OÙ ON DEVRA OUVRIR LE FEU, ON ENTRERA DANS UNE AUTRE DIMENSION. CELA RISQUE D'ARRIVER UN JOUR».

Le message est clair. 1) L'ennemi, aujourd'hui, de l'État, c'est la classe moyenne, ou une partie de la classe moyenne. C'est elle l'ennemi prioritaire. 2) Dans cette guerre entre l'État et cette fraction-là de la population, l'État ne fait qu'user de son droit à la légitime défense. S'il est amené un jour à «ouvrir le feu», c'est que ces gens-là l'y auront contraint. Ils sont en effet entrés «dans la violence politique et la révolte». 3) Lallement ne parle ici que de la classe moyenne.

C'est contre elle ou une partie de la classe moyenne que l'État est en guerre, et contre elle exclusivement. Il y a là aussi un message.

Il existe déjà un pays en Europe où la police a tiré à balles réelles sur des manifestants: ce sont les Pays-Bas, et cela à deux reprises: une première fois fin 2021, et une seconde en juin 2022. C'est donc un risque réel. On ne voit effectivement pas pourquoi ce qui est arrivé aux Pays-Bas n'arriverait pas également en France, pays,

au demeurant, où les violences policières ont déjà atteint un très haut niveau (mais ailleurs aussi il est très haut: *partout* en fait). Quand ce risque se concrétisera-t-il? Lallement ne le précise pas, mais quand il dit que «cela risque d'arriver un jour», on peut en inférer que c'est déjà pensé, sinon même agendé. Relevons au passage que les techniques de maintien de l'ordre sont des procédures maintenant très standardisées. Elles ont été élaborées dans le cadre de l'OTAN, qui se revendique depuis la fin de la guerre froide comme compétente en la matière. Ce savoir-faire s'est constitué au fil des décennies (guerres coloniales, opération Condor en Amérique latine, seconde guerre du Golfe, etc.).

Lallement annonce donc le déclenchement prochain de la guerre civile en France, et en prime il désigne l'ennemi: une partie de la classe moyenne. Qu'entendre au juste par classe moyenne? Lallement ne le dit pas, mais on voit bien par exemple que dans l'esprit de ce grand serviteur de l'État, les jeunes des banlieues ne sauraient être considérés comme des ennemis de l'État. Ils ont certes beaucoup de défauts (enfin, n'exagérons pas), mais on voit mal en effet comment on pourrait dire qu'ils appartiennent à la classe moyenne. Loin donc d'être des ennemis de l'État, il faudrait plutôt les considérer comme des alliés. Pour le reste, l'État joue ici cartes sur table. Cet ex-préfet dit clairement que l'État n'hésitera pas le cas échéant à tirer à balles réelles sur des manifestants:

ceux-ci étant entrés «dans la révolte et la violence politique». Et quand il le dit, il est, je pense, pleinement sincère. Il parle sérieusement. Si on lui en donnait l'ordre, il tirerait.

LA RÉTRIBUTION DE LA PASSIVITÉ

Essayons de creuser un peu. Il y a un paradoxe et peut-être même une contradiction dans les propos du préfet Lallement. D'une part, il dit que la classe moyenne en France ou une partie de la classe moyenne est «entrée dans la révolte et la violence politique» et d'autre part il annonce que l'État en viendra peut-être un jour à ouvrir le feu. S'il était aussi sûr qu'il le dit qu'une partie de la classe moyenne en France était entrée dans la révolte et la violence politique, en viendrait-il comme il le fait à dire que l'État se verra un jour obligé d'ouvrir le feu? Je me pose la question. Si l'État joue ainsi cartes sur table, c'est peut-être aussi qu'il sait que la classe moyenne n'est en fait *jamais* entrée dans la révolte et la violence politique. Autrement il recourrait peut-être moins qu'il ne le fait à la provocation. Son discours serait plus prudent, plus enveloppé. Le simple fait que Lallement tienne les propos qu'il tient prouve qu'il ne croit pas lui-même un seul instant à ce qu'il dit. Lallement sait qu'il ne dit pas la vérité quand il dit que la classe moyenne est entrée dans la révolte et la violence politique. Elle n'y est en fait jamais entrée. Elle en paye d'ailleurs le prix.

On invoque le précédent des Gilets jaunes. Mais les Gilets jaunes

n'étaient en aucune manière entrés dans la révolte et la violence politique. Ils ont certes été gazés, nassés, *lbédisés*(1), etc. Mais qu'est-ce que cela prouve? Loin d'être entrée dans la révolte et la violence politique, la classe moyenne, en France, est au contraire d'une grande passivité. C'est pour cette raison même, d'ailleurs, que la police française a pu la *lbédiser* comme elle l'a fait en 2018-2019: je veux dire impunément et sans le moindre risque pour elle. Car autrement les choses ne se seraient peut-être pas passées comme ça. Quand une population entre réellement dans la révolte et la violence politique, la police a plutôt intérêt à se barricader dans ses casernes. Mais justement, on n'était pas dans ce cas de figure. Ce n'est pas parce que les gens occupent des ronds-points en brandissant des pancartes qu'il faudrait en conclure qu'ils sont entrés dans la révolte et la violence politique.

Bref, les autorités françaises n'ont pas trop de souci à se faire en la matière. S'il devait y avoir un problème, ce serait plutôt le problème inverse (mais il est académique): comment se fait-il que les gens se montrent aujourd'hui aussi passifs et immobiles? Acceptent à ce point-là sans réagir tout ce qu'on

leur fait subir? Il y a longtemps en fait qu'ils auraient pu (*dû?*) se révolter. Mais ils ne le font pas. En sorte, justement, que les autorités peuvent tout se permettre. Elles savent que quoi qu'elles disent ou fassent, les gens ne bougeront pas. Pourquoi dès lors se gêneraient-elles? Cela ne signifie bien sûr pas qu'un jour ou l'autre les gens n'entreront pas dans ce qu'on vient de dire. Mais à ce jour encore, ils ne l'ont pas fait. Il n'y a pas par ailleurs le moindre signe donnant à penser qu'ils pourraient le faire prochainement.

INTIMIDATION ET ENDOCTRINEMENT

C'est pourquoi, encore une fois, l'ex-préfet de police peut se permettre de dire ce qu'il dit, comme il le dit: à savoir qu'un jour ou l'autre, l'État ouvrira le feu. Lallement n'a bien sûr rien inventé dans ce domaine, il s'engage sur un chemin depuis longtemps bien balisé. Mais *il le dit*, ce qui de prime abord pourrait surprendre: sauf, justement, qu'il n'y a là rien de surprenant. Les autorités n'ont plus peur de rien. Elles savent que de toutes les manières les gens sont prêts d'avance à tout subir, à tout avaler. C'est un bétail docile, il se laissera mener très tranquillement à l'abattoir. Et donc il n'y a plus aucune limite. Je ne sais pas ce

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://via.le.site.ANTIPRESSE.NET).

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

que les manuels de l'OTAN disent de ces choses, mais ils doivent certainement y consacrer un développement. On ne manquera pas par ailleurs dans ce contexte de rappeler cette phrase de Bernard Wicht dans son récent livre sur les guerres internes: «Nous vivons aujourd'hui à l'ère de l'extermination».

C'est comme quand les autorités s'assoient sur la loi sans même se donner encore la peine de sauver les apparences, comme elles le font maintenant de plus en plus. Sauver les apparences, à quoi bon? Ou encore, quand elles entonnent l'air du grand remplacement, comme vient de le faire Macron avec son projet de repeuplement des campagnes françaises par des migrants venus des quatre coins de la planète. Là aussi, on joue cartes sur table. Les autorités suisses ont annoncé de leur côté que 200 000 migrants avaient été accueillis en Suisse en 2022, et que ce flot avait toute chance de s'accroître encore ces prochaines années, au vu de la pression démographique en certaines régions du monde. Etc.

Comme tout le reste, la passivité

se construit. Elle est le fruit de l'intimidation, mais aussi de l'endoctrinement. De l'intimidation d'abord. Les procédures de l'OTAN en matière de maintien de l'ordre sont désormais bien rodées. Les gens, quand ils voient ce qui se passe, ont très normalement peur et se comportent en conséquence. De l'endoctrinement aussi: il n'y a pas réellement de précédent dans ce domaine. A ce point-là, on n'avait jamais vu ça. Sauf que ce qui se construit peut aussi très bien se déconstruire. Je ne crois pas trop personnellement à la pérennité de l'état de choses actuel. Les autorités sont trop sûres d'elles-mêmes. Un jour ou l'autre, fatalement, elles trébucheront sur quelque chose. Je ne sais pas exactement sur quoi, mais elles trébucheront. Elles ont certes remporté une bataille, plusieurs batailles même, mais pas encore peut-être la guerre.

NOTE

1. *Lbédiser*: néologisme désignant l'acte d'arroser une foule désarmée de balles en caoutchouc (LBD) avec l'intention de blesser.



PASSAGER CLANDESTIN: Robert Habel

La Suisse n'existe plus!

ELLE A PERDU SON RÔLE ET SA PLACE DANS LE MONDE, ELLE A SACCAGÉ ELLE-MÊME CE QUI FAISAIT LA FORCE ET LA GRANDEUR DE SA POLITIQUE ET DE SA DIPLOMATIE. LA SUISSE, QUI INCARNAIT DEPUIS DES SIÈCLES UNE TRADITION DE RECHERCHE DE LA PAIX ET DE BONS OFFICES, EST DÉSORMAIS AUX ABONNÉS ABSENTS. DEPUIS LE DÉBUT DE L'INTERVENTION RUSSE EN UKRAÏNE, LE 24 FÉVRIER DERNIER, LA SUISSE NE BRILLE PLUS QUE PAR SON ABSENCE ET SON SILENCE ASSOURDISSANT. AUCUNE INITIATIVE DE PAIX, AUCUNE PROPOSITION DE DIALOGUE... DÉSORMAIS ALIGNÉE SUR LES ÉTATS-UNIS ET LEURS ALLIÉS EUROPÉENS, ELLE N'INTÉRESSE PLUS PERSONNE ET NE COMPTE PLUS.

C'était il y a trente ans tout juste, lors de l'exposition universelle de Séville. La Suisse se présentait au monde sous un slogan choc: «La Suisse n'existe pas!» Un geste fort — ou provocation gentille? — signé Ben, un artiste suisse établi au sud de la France, qui avait fait frémir et trépigner la gauche: c'était la preuve que toute l'histoire de la Suisse, ses traditions, ses valeurs, ses paysages,

ses glaciers, n'étaient rien de rien. Du Derrida dans le texte, avec l'obsession de la déconstruction.

On pouvait avoir pourtant l'impression, à l'époque, que la Suisse existait. Économiquement, elle était même l'une des grandes places financières internationales, «le cœur du monstre capitaliste», comme disait doctement Che Guevara à son jeune ami Jean Ziegler. On

pouvait avoir aussi l'impression que la Suisse existait politiquement et diplomatiquement, puisqu'elle était sans cesse au centre de toutes les grandes négociations et de toutes les rencontres internationales, au point d'accueillir, pendant la Guerre froide et après, toutes les négociations de paix les plus délicates et toutes les rencontres de la dernière chance pour conjurer la guerre. Pas besoin de consulter les archives pour se rappeler ces moments où la Suisse offrait au monde sa tradition de paix et de dialogue.

C'était la rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève, du 19 et 20 novembre 1985, la première après des années de glaciation et de tension extrême entre les États-Unis et l'Union soviétique; c'était la rencontre entre James Baker et Tarek Aziz à Genève, le 9 janvier 1991, pour tenter de conjurer la guerre du Golfe, hélas sans succès; c'était l'initiative de paix en Palestine, en 2003, lancée par Micheline Calmy-Rey au plus fort de la deuxième Intifada; c'était les négociations sur le nucléaire iranien entre les États européens et l'Iran, qui avaient abouti à un accord en 2015, malheureusement dénoncé ensuite par Donald Trump; c'était aussi évidemment, tout près de nous, la rencontre à Genève, le 16 juin 2021, au parc la Grange, entre Poutine et Biden qui avait pour but de définir une nouvelle architecture de la sécurité en Europe et d'éviter le risque de guerre en Ukraine...

Bref, la Suisse existait et sa diplomatie était particulièrement imagi-

native et efficace, contribuant à la paix dans le monde tout en donnant une visibilité et une importance à un petit pays de huit millions d'habitants. Et la neutralité helvétique, reconnue et appréciée partout, gage de sincérité et d'honnêteté, n'aura cessé d'assurer à la Suisse une aura sans pareille. La Suisse était d'ailleurs l'ultime voix, l'ultime mode de communication entre les États qui avaient rompu leurs relations et ne se parlaient plus, les États unis et Cuba depuis la révolution castriste, dans les années 60, les États-Unis et l'Iran depuis la révolution khomeyniste en 1979. La mémoire, l'ombre bienveillante d'Henry Dunant planait aussi au-dessus de tout cela, c'était l'homme qui avait créé la Croix-Rouge et qui avait laissé en héritage un refus de la guerre et une volonté farouche de défendre la paix. Comment imaginer que cette longue tradition, cette vocation, ce message au monde, allaient s'effondrer soudain comme une digue qui saute?

Depuis le 24 février dernier, jour de l'intervention russe dans la guerre du Donbass qui durait depuis huit ans après le renversement, avec l'aide des Occidentaux, du président démocratiquement élu Viktor Ianoukovitch, la Suisse est sortie de l'histoire. Elle est sortie de sa propre histoire et de celle des autres. Elle n'est plus nulle part, elle ne dit rien et elle ne fait rien, elle suit les ukases des États-Unis et de l'Union européenne. La Suisse n'a pas réaffirmé sa neutralité, elle n'a pas proposé ses

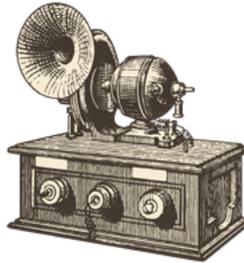
bons offices, elle a trahi sa neutralité en reprenant à son compte, dans un sursaut de servilité que personne ne lui avait d'ailleurs demandé, les «sanctions», c'est-à-dire l'agression économique décrétée par les États-Unis et les Européens contre la Russie. C'était d'ailleurs si incongru, si absurde que le président américain Joe Biden l'a remarqué et en a félicité la Suisse.

Un quotidien américain annonçait le week-end dernier que des négociations entre la Russie et l'Ukraine pourraient peut-être s'ébaucher

dans les semaines qui viennent. Elles n'auraient pas lieu en Suisse, mais... en Inde. Oui, en Inde, ce pays de 1,5 milliard d'habitants qui, jusqu'ici, n'avait jamais été au centre du monde diplomatique et politique.

La Suisse, quant à elle, n'aura servi à rien.

- Robert Habel est journaliste à Genève, reporter et spécialiste en relations internationales. Il a déjà publié «Le nouvel ordre (russe) du monde», AP356 | 25/09/2022.



L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE
DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS,
100 % ANIMÉE PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE.
DÉJÀ 363 SEMAINES. PLUTÔT RASSURANT, NON?



LA POIRE D'ANGOISSE par Slobodan Despot

Pourquoi la Russie s'est-elle enlisée en Ukraine?

JE PENSAIS COMMENCER LE RÉCIT DE MES RENCONTRES MOSCOVITES DE CE MOIS DE NOVEMBRE PAR UN AUTRE BOUT, MAIS LES ÉVÉNEMENTS DE CES DERNIERS JOURS ONT FAIT PRESTEMENT REMONTER AU SOMMET DE LA PILE UN ENTRETIEN CAPTIVANT SUR LA GUERRE EN COURS ET LES ZONES D'OMBRE DE LA STRATÉGIE RUSSE.

Nous avons rendez-vous dans un hôtel moderne du quartier des affaires. Sitôt que le Veilleur est arrivé, qu'il a commandé son jus de fruits et déposé son modeste sac sur la table, ce lobby aux fauteuils rouges s'est transporté dans un autre temps, celui de la Guerre froide qu'il a bien connue.

Vif et musclé malgré son âge vénérable, le Veilleur est retiré des affaires depuis bien des années, mais il a conservé un regard aigu sur les hommes et les événements — et sans doute aussi les bonnes sources

pour alimenter sa réflexion. Son intelligence toujours sur le qui-vive, jamais satisfaite de ses conclusions, m'a soufflé le surnom que je lui donne. J'aimerais être aussi éveillé si j'arrive à son âge, m'étais-je dit d'emblée.

LA «DÉFAITE» DE KHERSON

Cette semaine, le commandant de l'opération spéciale, le général Sourovikine, a pris la décision «difficile» qu'il laissait entrevoir et a décidé d'évacuer Kherson, porte de la Crimée (l'antique Chersonèse) l'une

des cités les plus facilement prises par l'armée russe au printemps dernier, chef-lieu, qui plus est, d'une des régions nouvellement rattachées à la Russie. Mais séparée du gros du territoire par le lit du Dniepr et alimentée par des ponts ébréchés sur le point de s'écrouler. Du point de vue tactique, la décision est sage, même le belliqueux Kadyrov l'admet. Politiquement, elle ressemble à un désastre. Elle lance un signal de peur ou de faiblesse que l'appareil de propagande occidental exploite massivement. Côté russe, les optimistes y voient un redéploiement avant l'assaut final. Les méfiants soupçonnent un accord cynique de derrière les fagots. Non avec l'Ukraine, bien entendu, mais directement avec le patron: les États-Unis. Dans l'ensemble, les défaitistes sont les plus bruyants. Incompétence, corruption, improvisation, erreurs de calcul: ces accusations tournent comme une litanie dans les canaux Telegram et les réseaux sociaux, bien moins censurés qu'on ne le croit en Occident.

Recueillies quelques jours avant ce retrait — qui apparaît planifié bien à l'avance —, les réflexions du Veilleur permettent sinon de l'expliquer, du moins de le placer dans une perspective cohérente du champ de bataille.

PLUTÔT LE SUICIDE QUE LA DÉFAITE

Il a commencé par me faire part d'une nouvelle dont lui-même avait été surpris: l'ouverture prochaine d'une grande usine de liquéfaction

du gaz dans la péninsule de Yamal, tout au nord de la Russie, là où se situent les nouveaux champs gaziers. Afin, bien entendu, de doubler le transport du gaz par des navires méthaniers en plus des conduites terrestres. Comme si l'on avait anticipé des années à l'avance les événements de 2022. Cet État si sérieux, si prévoyant, se serait-il lancé dans une aventure militaire aussi improvisée qu'elle paraît, vue d'Occident? Dans un exercice de pédagogie typique, le Veilleur a aussitôt revêtu la robe de l'avocat du Diable en expliquant pourquoi la Russie, malgré l'in vraisemblance, *aurait pu avoir intérêt* à saboter elle-même les gazoducs Nord Stream 1 et 2. Ayant noué des partenariats autrement plus intéressants en Asie, la Russie se serait bien accommodée de l'affaiblissement d'une Europe économiquement insignifiante, mais politiquement hostile. Hypothèse écartée *in fine* d'un geste de la main: le sabotage de Nord Stream a été un choc pour les Russes, me confirme-t-il.

«C'est seulement avec l'attaque de Nord Stream que nous avons mesuré l'étendue et la profondeur de cette guerre. Il était devenu indéniable que les États-Unis étaient prêts à aller jusqu'au bout.»

Mais pourquoi maintenant? se demande le Veilleur. Pourquoi le vieil adversaire s'en prend-il militairement à la Russie au moment où elle est le mieux équipée pour l'affronter, et ne l'a-t-il pas fait en 1946, quand elle n'avait pas encore l'arme atomique? Pourquoi pas en 1962,

avec un rapport de 17 à 1 en faveur des USA en matière de capacité de destruction? Qu'espèrent-ils obtenir face à une Russie équipée de missiles hypersoniques pouvant frapper impunément n'importe où et de torpilles nucléaires capables d'oblitérer les deux côtes américaines ou de submerger les îles britanniques? L'idée que le bloc adverse puisse agir par désespoir semble à la fois laisser les Russes incrédules et les effrayer. L'équilibre de la terreur n'a jamais été aussi vacillant.

Le Veilleur est aussi philosophe. «Un historien britannique disait: "Les grandes puissances ne tolèrent pas la défaite, elles se suicident". Le suicide de l'URSS a été suscité par l'Occident. À présent, confronté à l'impossibilité de vaincre, l'Occident semble prêt à se détruire lui-même.»

LES FAILLES BÉANTES DU RENSEIGNEMENT

C'est dans un tel contexte de tension que la Russie a fini par envahir l'Ukraine, le 24 février, après que les États-Unis et l'OTAN — rappelons-le — eurent snobé la lettre solennelle de Poutine, en décembre 2021, où le président russe réclamait des garanties de sécurité fermes. Selon le Veilleur, l'opération spéciale russe s'est heurtée d'emblée à trois surprises de taille: - *La désoviétisation complète du commandement militaire ukrainien.* «Nous croyions que ces officiers, formés aux mêmes écoles que les nôtres, n'iraient jamais s'acoquiner avec des nazis. Nous avons tort. Ils ont été repro-

grammés en Amérique ou poussés vers la sortie.» L'illusion d'une armée ukrainienne «raisonnable» cherchant l'armistice dès mars-avril s'est rapidement dissipée. À Marioupol et ailleurs, selon le Veilleur, la structure du commandement a montré une fusion avancée de l'armée régulière avec les formations extrémistes comme le bataillon Azov. - *L'utilisation, par les forces armées ukrainiennes, de leurs propres populations comme boucliers humains.* Le fameux rapport (ultérieurement retiré et amendé) d'Amnesty International sur la tactique militaire ukrainienne dénonçait cette pratique à laquelle les Allemands eux-mêmes n'avaient jamais eu recours. L'exécution massive des «collabos» et des déserteurs, l'abandon des morts et des blessés et l'indifférence générale du commandement ukrainien à ses propres pertes humaines ont également sidéré les Russes. En somme, cette armée «nationale» semble se comporter comme une force étrangère sur son propre territoire. - *Le degré de solidarité de l'Occident collectif avec l'effort de guerre ukrainien a été gravement méjugé par les Russes.* Le montant chiffré de cette aide dépasse, en moins d'un an, à la fois le budget de l'État ukrainien et l'intégralité du budget militaire russe. La tâche de *démilitariser* l'appareil de guerre ukrainien se transforme de fait en la nécessité de *démilitariser* l'OTAN.

On est surpris par la naïveté, ou les lacunes de renseignement, avec lesquelles la Russie est entrée en

guerre. Mais au fil du temps, l'armée russe a pris acte de la profondeur réelle du front — englobant l'OTAN tout entière — et entrepris de s'y adapter. Sa plus grande faiblesse, on le sait, est le manque d'hommes sur le terrain. Pendant que les 300 000 mobilisés de septembre se préparent, le dispositif en Ukraine change de nature. D'offensif, il devient défensif, échangeant du terrain contre des vies humaines, laissant les unités ukrainiennes s'éroder dans des assauts absurdes, mus davantage par des besoins politiques que par la stratégie.

METTRE LA LOGISTIQUE DE SON CÔTÉ

Dans cette perspective, le retrait de Kherson apparaît effectivement comme un remaniement mineur au vu de l'enjeu d'ensemble. Un autre commentateur, signant des analyses perspicaces et froides du nom de Y. Pinagor, note que la Russie ne veut plus d'une victoire si chèrement acquise qu'elle en devient inutile, comme ce fut le cas en 1945, où l'armée soviétique se saigna à blanc pour vaincre Hitler, mais où les Anglo-Saxons tirèrent le meilleur profit. La victoire sur l'Allemagne n'aura du même coup été que le prélude à un nouveau conflit, la Guerre froide avec les États-Unis — guerre dont l'Ukraine est en train d'inaugurer la phase «chaude».

De ce point de vue, selon Pinagor, l'armée russe, si elle s'avanceit en Ukraine au-delà des zones russo-phones, ne ferait que faciliter la tâche à l'adversaire:

«La victoire en Ukraine ne sera pas la fin de la guerre, mais seulement le début de la prochaine, ou plutôt de la vraie guerre. Et une armée forte sera alors encore plus nécessaire, plus qu'elle ne l'est maintenant. Brûler l'armée russe, l'épuiser dans la guerre en Ukraine, tel est l'objectif de l'Occident. (...) Si nous prenions la plus grande partie de l'Ukraine d'un coup, ou pire, toute l'Ukraine, nous aurions une énorme bride autour du cou, une zone arrière déloyale de milliers de kilomètres carrés, des partisans et des guérillas clandestines, des millions d'individus affamés et décérébrés. En poussant la guerre vers l'ouest de l'Ukraine, plus près des frontières européennes, nous aurions une ligne de front éloignée de nos bases. Il nous faudrait donc déployer notre logistique sur des milliers de kilomètres de terre déloyale infestée de saboteurs.»

D'où la nécessité de ménager ses propres forces tout en forçant l'adversaire à exposer les siennes.

«Maintenant, nous n'avons libéré que les régions qui nous étaient loyales, avec une bonne industrie, une bonne agriculture et un bon approvisionnement énergétique. Redresser ces régions est aisé. Les populations pauvres et démentées avec leur économie assassinée pendent au cou de l'Occident. La ligne de front nous est proche, notre ligne logistique est courte et se déploie sur notre territoire. La logistique de l'ennemi doit traverser des milliers de kilomètres carrés où elle constitue une cible légitime sur toute la ligne. Les défenses aériennes ennemies, confinées à leur territoire souve-

rain, sont inopérantes. Nous nous trouvons en position de défense stratégique et “grillons tranquillement leurs chars“, abattons leurs avions au-dessus de leur territoire, détruisons leurs forces militaires à distance.»

Le chroniqueur généralement avisé de la *Strategic Culture Foundation*, Pepe Escobar, défend une idée semblable. Selon lui, la manœuvre de Kherson procède soit d'un accord encore secret, soit d'une vaste ruse de la part de Sourovikine (*général Armageddon*):

«Il est assez révélateur qu'un grand nombre de spécialistes du renseignement de l'OTAN, depuis les analystes jusqu'aux généraux à la retraite, se méfient de la démarche du général Armageddon: ils y voient un piège élaboré ou, comme le dit un analyste militaire français, “une opération de tromperie massive”. Du Sun Tzu classique. Cela a été dûment incorporé dans le récit officiel ukrainien. Donc, pour citer *Twin Peaks*, ce classique de la culture pop subversive américaine, “les hiboux ne sont pas ce qu'ils semblent”. Si tel est le cas, le général Armageddon chercherait à étirer au maximum les lignes d'approvisionnement ukrainiennes, à les attirer en pleine lumière, avant de se lancer dans un tir aux pigeons industriel. Donc, soit c'est Sun Tzu, soit il y a un accord dans les

coulisses, coïncidant avec le G20 la semaine prochaine à Bali.»

EN RÉSUMÉ

Il se peut que le retrait de Kherson sans combats soit le préambule d'un «deal» au plus haut niveau, diligenté peut-être par la Turquie ou l'Arabie Saoudite, dont personne ne connaît encore la teneur. Il peut s'agir, dans la mesure où Kherson est désormais en Russie du point de vue russe, d'un regroupement en vue d'un assaut majeur durant l'hiver. Il se peut aussi que les intérêts transfrontaliers des oligarques poussent à un arrangement très bancal. L'hypothèse de la débâcle russe en rase campagne est la moins vraisemblable et les Occidentaux feraient bien de ne pas s'en gargariser. Après tout, la Russie a montré qu'elle pouvait désactiver totalement les infrastructures ukrainiennes et lancer en plein hiver des millions de réfugiés vers les pays d'Europe occidentale.

De cette situation confuse et bizarre, on peut en tout cas retenir deux évidences: 1) que l'Occident ne comprendra jamais la stratégie russe; 2) que l'acteur Zelensky était bien un pantin et que son avis n'intéresse plus personne.

- Photo: crépuscule derrière les créneaux du Kremlin, novembre 2022 (SD).

TURBULENCES

MARQUE-PAGES · La semaine du 6 au 12 novembre 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Morsures de vipère? Les cas de mort subite de personnes endormies se multiplient anormalement. Le phénomène a été étudié fin octobre lors d'une conférence médicale de haut niveau en Arizona. Selon le Dr Peter McCullough, illustre cardiologue, ces arrêts cardiaques peuvent être dus à la vaccination:

«La myocardite, qui est une inflammation du cœur, entraîne parfois des arythmies cardiaques irréguliers qui peuvent être mortelles sans traitement immédiat. Le Dr McCullough a attiré l'attention sur une étude réalisée par une équipe internationale de cardiologues et publiée en mai dernier dans la revue *Biomedicine & Pharmacotherapy*. Selon cette étude, de nombreux problèmes cardiaques sont signalés après la vaccination, la myocardite étant la plus courante. "Si la myocardite est la ramification cardiovasculaire la plus rapportée, d'autres complications graves sont également de plus en plus signalées", ont relevé les chercheurs.»

Subversif. Le général (2S) Henri Roure, Secrétaire national à la Défense du CNIP, se demande «qui est l'ennemi?» dans un article qui, de fait, pousse à réfléchir hors des sentiers aplanis par les bulldozers de la propagande.

«Si je résume, nos "amis" pillent notre potentiel technologique, veulent mettre un terme à notre rôle au sein des Nations unies et subordonner notre force nucléaire à l'OTAN. Ils méprisent notre langue et notre civilisation et nous imposent des modes de vie en contradiction avec la morale et les usages français, nous éloignent de nos ressources et de nos partenaires traditionnels. Ils nous plongent, par leur dessein géopolitique maladif, avec l'appui de la classe dirigeante au pouvoir en France, dans une

sévère crise économique. Nos politiciens, bien sûr, récussent leur responsabilité. Ils essaient par toutes sortes d'arguties de s'en dédouaner. Comment qualifier ceux qui agissent ainsi?»

Reprogrammation. Vous croyiez que les musées étaient des îlots de silence où l'on vous laisse communier en paix avec des objets remarquables du passé ou du présent? Erreur! Dans son dernier billet, la directrice du Musée national de Prangins (magnifique château suisse) s'extasie sur un «moment historique pour le monde muséal», la 26e Conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) qui s'est tenue à Prague. En effet, *chères et chers ami-es*, on y a adopté une «nouvelle définition du musée», laquelle «ajoute aux missions de base obligatoires pour tout musée les notions d'inclusion, de diversité, de durabilité, de participation et de divertissement». Le *cerveaulavage wokiste* n'a pas encore été explicitement inclus dans ces «missions de base obligatoires», mais on murmure que c'est au menu de la 27e édition. D'ici là, *participez, durabilitez, inclusionnez, divertissez et diversitez-vous!* Oh, et puis, s'il vous reste un coin de cerveau disponible, jetez un coup d'œil aux expositions...

Explicite. Rien de tel qu'un bon graphique: celui-ci montre les pourcentages de donations aux partis démocrate et républicain dans les compagnies de la *big tech*, allant de Netflix (99,6% bleu) à Oracle (66,1%). A part cela, la technologie est apolitique, n'est-ce pas?

Virtuose. Lorsqu'il raconte son histoire du «médecin fou», Raymond Devos savoure chacun de ses mots comme une bonne bouchée. Les quiproquos et les collisions de sens qu'il sait faire jaillir des expressions ordinaires de la langue française nous plongent dans un univers

logique et absurde à la fois. Encore une précieuse archive de l'INA...

Perle nipponne. PEN est un magazine en ligne consacré à l'art, à la culture et à l'art de vivre au Japon. Des sites comme celui-là, plus ou moins maladroitement pilotés par le ministère du tourisme, il y en a dans tous les pays. Mais PEN est une vraie réussite, une vitrine rêvée du Japon,

minimaliste, calmée, élevée et parfaite. Les *valeurs* nationales y sont illustrées par la personnalité et par l'exemple, depuis l'artisan chausseur ou fabriquant de pipes jusqu'au *grand designer*. Sans oublier notre rubrique préférée: la *photographie*. N'ouvrez pas la porte de PEN: vous vous y perdrez comme dans un univers parallèle!

Pain de méninges

MIEUX VAUT NE PAS TROP CREUSER

La littérature, tout comme la science, s'intéresse surtout à des êtres vicieux et retors, des maniaques, des délinquants, et, de toute façon, des créatures singulières et nuisibles à la société. L'étude de tels sujets et de leurs motivations et agissements peut nous remplir de pessimisme et nous faire douter de tout véritable progrès et bonheur humain.

On prête bien moins attention à des êtres corrects et socialement utiles, car ils ne suscitent pas la curiosité, ne troublent pas le fonctionnement de la machine sociale, mais, au contraire, la font marcher. Et cependant, si nous nous mettions à étudier de la même façon ces êtres dits normaux, qui plus est estimés et recherchés pour leurs qualités positives, si nous jetions un coup d'œil au fond de ces qualités, voire même de vertus comme la modestie, la retenue, la générosité et le dévouement, il se pourrait que là aussi nous fassions d'importantes et pénibles découvertes qui, cette fois-ci, nous conduiraient à un pessimisme définitif, sans remède et sans issue.

— Ivo Andrić, *Signes au bord du chemin*.

L'ARVE

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENO

